

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le Secrétaire général,

Chers collègues et distingués invités,

Monsieur le Premier ministre Hawke, permettez-moi de vous remercier d'une présence qui nous honore tous et de rendre hommage aux efforts infatigables que vous-même et vos compatriotes avez déployés dans la lutte contre l'apartheid. J'aimerais aussi vous remercier, vous, votre ministre des Affaires étrangères et le peuple australien, de l'engagement que vous avez pris envers l'égalité en Afrique australe et de l'hospitalité dont vous faites preuve ici à Canberra.

La distance qui sépare Canberra et Ottawa de l'Afrique du Sud est très grande, mais si l'on mesure cette distance par le degré de détermination et de conviction et non par le nombre de kilomètres, les problèmes de l'Afrique du Sud nous touchent alors de très près. Notre réunion, la dernière avant la rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth à Kuala Lumpur, nous permet d'évaluer les perspectives de changement et les possibilités de négociation. Nous devons analyser à la fois les changements qui sont survenus et ceux qui ne se sont pas concrétisés et envoyer des messages, non seulement aux chefs de gouvernement du Commonwealth, mais également aux dirigeants, blancs et noirs, d'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud n'a pas connu beaucoup de calme depuis la création du Comité à la suite de la réunion de Vancouver, et nous ne sommes pas restés inactifs nous non plus. Le climat en Afrique du Sud, déjà sombre, s'est assombri davantage au cours de la première année de notre mandat. Peu après la réunion de Lusaka, le mouvement démocratique de masse a été durement touché par des interdictions. On a eu recours à l'emprisonnement pour des motifs politiques pour réprimer la dissidence, et la censure a pris de l'ampleur, des attaques ayant été lancées contre la presse parallèle. La déstabilisation a perturbé les États de la ligne de front, et aucune solution au problème namibien n'était alors en vue.

Nous avons répliqué en venant en aide aux victimes de l'apartheid et, au moyen des sanctions, en exerçant des pressions pour que les choses changent. Notre comité a continué à invoquer le bien-fondé des sanctions devant la communauté internationale et devant l'Afrique du Sud.